

## **Avis du comité des parties prenantes d'Alcome**

**Le comité des parties prenantes d'Alcome s'est réuni en date du  
04 novembre 2025**

### **Participants :**

#### **Collège des associations**

Sarah Chouraqui (France Nature Environnement – FNE)

Lisa Pastor (Surfrider)

Reynald Huis (Association nationale de défense des consommateurs et usagers - CLCV)

#### **Collège des opérateurs**

Clotilde Terrible (CME / Snefid) représentée par Clotildes Vergnon,

Bastien Lucas (CME / Federec)

Michel Vié (Fédération des entreprises d'insertion) => Absent

#### **Collège des producteurs**

Bruno Cazelle (Scandinavian Tobacco)

Rémi Spriet (Dean et Simmons France) absent au moment du vote point 4

Wilfrid Thomas (Republic Technologies International),

#### **Collège des collectivités**

Sylviane Oberlé (Association des Maires de France - AMF)-

Hervé Guillaume (Association des Villes pour la Propreté Urbaine – AVPU), accompagné de Julie Eeckhoudt

Géraldine Leduc représentée par Simon Lebeau (Association Nationale des Elus des Territoires Touristiques)

#### **Personnes Qualifiées : Léopold Pinault (Confédération des Buralistes)**

#### **Censeur d'Etat : André Leprince-Granger**

**Alcome :** Marie-Noëlle Duval, Jonathan Decottignies, Jean-François Rey, Stephan Denoyes (Avocat)  
Jean-François Rossillon (Pragmatick).

**Deux points ont été sujet à un avis publiable :**

## 1) Marché de fourniture des dispositifs de rue :

# MARCHÉ DES DISPOSITIFS DE RUE

Un premier marché en vigueur depuis juillet 2024 avec la mise en place d'un « catalogue ALCOME »

- Durée initiale de 18 mois => fin 2025
- **Une nécessité de l'adapter :**
  - Aux **nouveaux contrats collectivités** : fourniture aux collectivités de dispositifs adaptés aux CHR ;
  - Aux **retours d'expériences** sur le catalogue actuel.



### Les principes de passation sur le nouveau marché :

- Appel d'offres ouvert avec publication sur **marcheonline** et sur **alcome.eco**
- Date de démarrage du nouveau marché : **1<sup>er</sup> janvier 2026**, pour une **durée de 12 mois** avec **reconduction possible** de 3 fois 6 mois
- Modèles pour l'**espace public** (cendriers de rue, petits cendriers sur corbeille et éteignoirs) et les **CHR** (cendriers sur pied, cendriers muraux)
- **4 allotissements** au lieu de 6 (les cendriers de vote et de plus de 10 litres représentent 8% des quantités commandées et pourront continuer à bénéficier du soutien financier)
- **2 modèles retenus pour chaque lot**, de fournisseurs différents.
- Le poids des **critères de notation** évolue pour tenir compte du principe de proximité et de l'insertion.

	Pondération marché actuel	Pondération prochain marché (en respectant la règle : prix et insertion >= 25%)
Tech	40	25
Prix	40	35
Envl	12	35
Principe de proximité		30
Autres critères envl		5
Social - insertion	8	5
	100	100

### Avis du comité : (10 votants sur 12)

**Collège des Producteurs :** Favorable 2 / Abstension 0 / Défavorable 0  
**Collège des Opérateurs :** Favorable 2 / Abstension 0 / Défavorable 0  
**Collège des Associations :** Favorable 3 / Abstension 0 / Défavorable 0  
**Collège des Collectivités :** Favorable 3 / Abstension 0 / Défavorable 0

⇒ **Favorables : 10/10**

⇒ **Abstentions : 0/10**

⇒ **Défavorables 0/10**

## 2) Marché de prise en charge des mégots massifiés à partir de 100 kg

### MARCHÉ MÉGOTS MASSIFIÉS : RETOUR SUR LE CONTEXTE

**Objectif du marché :** Organiser la prise en charge de mégots massifiés à hauteur de 100 kg par les acteurs éligibles au service.

2024

Mise en place du service à l'échelle nationale, avec une procédure en deux temps :

1

**Référencement, pour chaque département** des prestataires aptes à réaliser les prestations ;

2

A réception d'une demande d'une ville, consultation des prestataires référencés sur le département pour **l'attribution de la ville concernée**

Signature d'un contrat avec les opérateurs référencés pour une durée de 1 an, éventuellement reconductible



2025

**Le contrat ne sera pas reconduit à son échéance au 31/12/25.**

Lancement d'une nouvelle procédure, toujours en deux temps (référencement puis consultation), en **ajustant selon 3 axes principaux** par rapport à la précédente :

**1/ Simplification** des dossiers de candidature pour le référencement ;

**2/ Consultations pour l'attribution du département en entier ;**

**3/ Obligation pour les prestataires de soumettre une offre** lors des consultations sur les départements où ils sont référencés

### MARCHÉ MÉGOTS MASSIFIÉS : PRINCIPES DE LA NOUVELLE PROCÉDURE DE SÉLECTION

La nouvelle procédure impliquera donc toujours deux temps :

1° POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL EN UNE FOIS



**Référencement à l'échelle départementale des prestataires en capacité de répondre aux demandes de pourvoi** (mise à disposition et maintenance de contenants adaptés, enlèvement et traitement des mégots par le prestataire associé).

Pour chaque département, seront retenus les prestataires répondant aux critères suivants :

**1/ Dossier de candidature complet ;**

Outre les documents à fournir dès la candidature (extraits Kbis, attestations de régularité fiscale et sociale, attestations d'assurance appropriées), les candidats fourniront une attestation sur l'honneur de leur capacité à produire les justificatifs des éléments techniques annoncés dans leur mémoire technique. ALCOME prévoit de les demander au lauréat de chaque consultation locale avant validation de l'attribution.

**2/ Capacité démontrée à réaliser les prestations demandées ;**

L'analyse des offres portera sur les références, la compréhension des enjeux, la capacité à respecter les exigences techniques du CDC et la politique RSE du candidat.

**3/ Principe de proximité**

Les mégots devront pouvoir être traités dans un rayon de 400 km de la préfecture du département sur lequel un candidat se positionne, sauf pour la Corse et DOM.

2° POUR CHAQUE DÉPARTEMENT, À LA PREMIÈRE DEMANDE DE POURVOI D'UNE VILLE DU DÉPARTEMENT



**Consultation des prestataires référencés sur le département en vue de l'attribution de l'ensemble du département.** Chaque prestataire concerné sera tenu de déposer une offre technique et économique circonstanciée pour le département.

Conformément aux articles L540-6 et R.54117 du code de l'environnement, les offres seront évaluées selon les critères suivants :

- **Coût de la prestation** : 40 % de la note
- **Optimisation du dispositif de la collecte** : 30 % de la note
- **Recours à l'emploi de personnes bénéficiant du dispositif d'insertion** : 7 % de la note

Le candidat ayant obtenu la meilleure note selon ces critères, et étant en mesure de fournir les justificatifs requis par ALCOME, se verra attribuer la gestion du département (incluant la ville à l'origine de la demande ainsi que toute autre commune du département qui en ferait la demande ultérieurement).

#### Avis du comité : (10 votants sur 12)

**Collège des Producteurs :** Favorable 2 / Abstension 0 / Défavorable 0  
**Collège des Opérateurs :** Favorable 2 / Abstension 0 / Défavorable 0  
**Collège des Associations :** Favorable 3 / Abstension 0 / Défavorable 0  
**Collège des Collectivités :** Favorable 3 / Abstension 0 / Défavorable 0

- ⇒ Favorables : 10/10
- ⇒ Abstentions : 0/10
- ⇒ Défavorables 0/10